



RÉSOLUTION

Version finale adoptée par le Comité Directeur à Vienne le 14 octobre 2005

Constatant que les femmes ne sont pas considérées comme acteur important dans la réalisation de la Stratégie de Lisbonne dont l'une des priorités est d'accroître le taux d'activité en général en Europe, y compris le taux d'activité des femmes.

Constatant que celui-ci est très bas, à cause d'un environnement peu propice au travail des femmes, d'une dévalorisation systématique du travail professionnel des femmes, et de certaines politiques qui incitent les femmes à ne pas entrer dans le marché du travail.

Le PPE presse la Commission Européenne et les Etats Membres de prendre les mesures suivantes :

En vue de créer un environnement favorable au travail des femmes :

- 1- d'organiser des structures d'accueil des enfants, en nombre suffisant, abordables et accessibles, en vue de répondre à la demande des travailleurs et notamment en vue de l'emploi des femmes ;
- 2- de développer et de mettre en œuvre des formules d'aménagement du temps de travail aussi attractives pour les hommes que pour les femmes, permettant au(x) parent(s) de combiner la vie professionnelle et la vie familiale ;
- 3- de lutter contre les stéréotypes sexistes dans l'enseignement, dans les media et dans la publicité, pour tendre vers l'égalité des femmes et des hommes dans la vie professionnelle et vers un partage équitable des tâches familiales et ménagères.

En vue de revaloriser le travail professionnel des femmes :

- 4- de présenter une évaluation annuelle par la Commission Européenne, des rapports des Etats membres sur l'application des Directives concernant l'égalité de rémunération l'égalité de traitement, et l'égalité en matière de sécurité sociale, et de combattre les inégalités de genre et la sectorisation qui provoque une ségrégation des emplois féminins.

En vue d'encourager les femmes à travailler professionnellement:

- 5- de réaliser l'individualisation des droits fiscaux et sociaux, en entamant la réforme de toutes les politiques fiscales et sociales qui peuvent inciter les femmes à rester à la maison.

Ainsi, la contribution des femmes à l'économie sera plus importante, leur participation dans la société et dans la politique sera plus efficace, et l'agenda de Lisbonne plus susceptible d'être réalisé.